

Bilan 2009 des SOFICA

et rappel des principales évolutions depuis l'origine (25 ans des SOFICA)

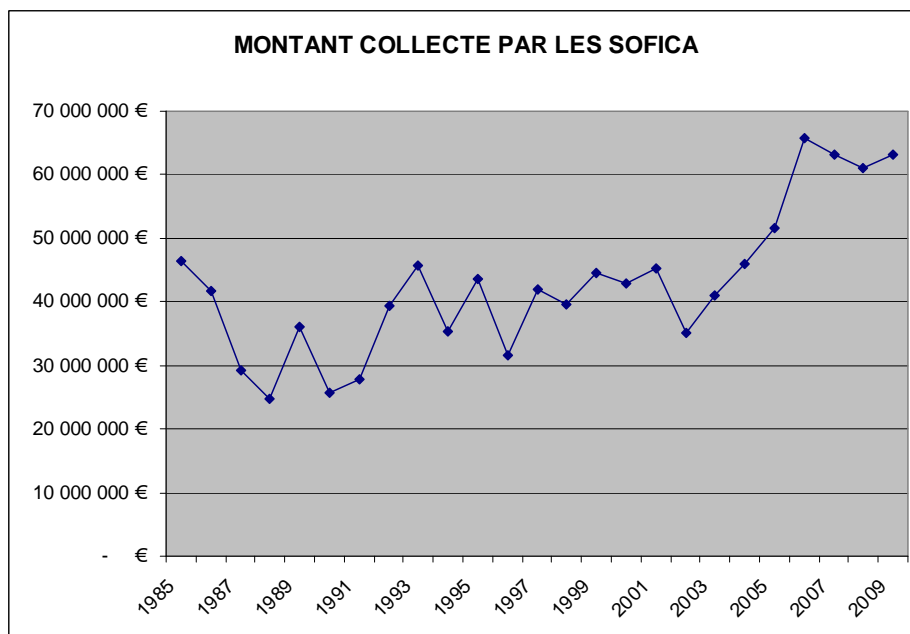
1) Un dispositif original de financement du cinéma et de l'audiovisuel en constante adaptation depuis sa création.

A) Une collecte de fonds privés destinés au financement de la production cinématographique et audiovisuelle

Le dispositif des SOFICA (Sociétés de financement de l'industrie cinématographique et de l'audiovisuel) a été créé il y a 25 ans par la **loi n° 85 - 695 du 11 juillet 1985**.

Les SOFICA sont des sociétés d'investissement qui collectent des fonds privés consacrés exclusivement au financement de la production cinématographique et audiovisuelle. Ces sociétés sont créées soit à l'initiative de professionnels du cinéma et de l'audiovisuel, soit à celle d'opérateurs du secteur bancaire et financier.

Les SOFICA sont agréées chaque année (« SOFICA » 1, « SOFICA » 2 ...) par le Ministre du budget après avis du CNC. Une enveloppe maximale de collecte leur est allouée en fin d'année N à l'aune du bilan des investissements passés et des engagements pris pour l'année N+1. En 2009, l'enveloppe autorisée s'élève à 63,07 M€.



En contrepartie de leurs interventions, les SOFICA bénéficient de droits à recettes pour les différentes exploitations des œuvres dans lesquelles elles investissent.

Si l'œuvre génère des recettes au-delà de la phase de récupération par la SOFICA de son investissement initial, celle-ci se positionnera sur un couloir de recettes résiduel appelé bonus.

Les SOFICA ont la possibilité de se garantir en s'adossant partiellement à des entreprises du secteur : elles passent un accord avec une société qui s'engage à racheter une partie des investissements à un prix convenu à l'avance. Cette pratique permet à la SOFICA de maîtriser sa rentabilité tout en respectant ses obligations d'engagement dans la production indépendante. A contrario, les investissements d'une SOFICA dite « non adossée » ne font l'objet d'aucune garantie de rachat à un prix fixé à l'avance. Depuis la réforme de 2009, entrée en vigueur à compter des investissements 2010, l'adossement total n'est plus possible.

B) La souscription par les particuliers de parts de SOFICA est encouragée fiscalement

Le dispositif a connu quelques évolutions depuis sa création :

- la détention de parts de SOFICA est plafonnée depuis 1996 à 18 K€ par foyer fiscal, dans la limite de 25% des revenus nets ;
- le remplacement de la déduction de revenu imposable par une réduction d'impôt en 2006 a permis de démocratiser ce dispositif en l'ouvrant à un plus grand nombre de contribuables potentiels.

La loi n° 2006 – 1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative (LFR) pour 2006 a en effet modernisé cette incitation fiscale : la déduction plafonnée du revenu imposable a été abandonnée au profit d'une réduction d'impôt, également plafonnée¹, au taux de 40% du montant souscrit à condition de conserver les parts 5 ans pour les SOFICA dites « non garanties » et 8 ans pour les SOFICA dites « garanties » : les SOFICA « garanties » assurent au souscripteur un pourcentage minimal (85% actuellement) de récupération du montant investi *in fine*.

Cette réduction est majorée de 20% (soit un taux de 48 %) lorsque le souscripteur investit dans une SOFICA qui s'engage à réaliser au moins 10% de ses investissements sous forme de souscription en capital dans les sociétés de production cinématographiques ou audiovisuelles. Cette modalité d'intervention des SOFICA se traduit généralement par la constitution d'une société commune avec un producteur destinée à financer le développement de projets, c'est-à-dire les dépenses d'écriture de films cinématographiques ou de programmes audiovisuels. La loi incite donc les SOFICA, via cette modernisation du dispositif, à s'orienter vers les financements en amont des projets et l'accompagnement en fonds propres de sociétés de production indépendantes.

¹ Cette réduction d'impôt est plafonnée à 25% du revenu net global et 18 000 €. Elle représente donc au maximum 7 200 € (taux à 40%) ou 8 460 € (taux majoré à 48%) par foyer fiscal.

C) Le CNC a progressivement adapté la régulation de ce dispositif et renforcé les incitations en faveur de la production indépendante

1. Ce dispositif législatif est précisément encadré

Les investissements peuvent prendre la forme :

- soit de **souscriptions au capital** de sociétés ayant pour activité exclusive la réalisation d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles agréées,
- soit de **versements en numéraire** réalisés par contrats d'association à la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles (c'est le mode d'intervention le plus fréquent), contrôlés par le CNC.

Ils ne peuvent excéder 50% de la part européenne d'une même œuvre. Les contrats doivent être signés et les versements effectués avant le début des prises de vues. Les contrats doivent être déposés au Registre public de la cinématographie et de l'audiovisuel (RPCA) dans les 15 jours suivant leur signature.

Les SOFICA doivent investir dans des films en langue française. Elles peuvent néanmoins investir, dans la limite de 20 % de leur financement annuel, dans les œuvres de coproduction réalisées dans la langue d'un pays coproducteur majoritaire de l'Union Européenne.

90 % des fonds collectés doivent être investis dans les 12 mois suivant l'octroi de l'agrément par les services de Bercy (DGFIP). Les 10% restant peuvent être placés sur un compte bancaire rémunéré. Le produit de ses placements peut être utilisé par la SOFICA pour financer ses frais de fonctionnement. Un décret paru le 7 janvier 2010 a autorisé le placement sans risque de l'intégralité de la trésorerie, tout en conservant la règle de l'investissement de 90% de l'enveloppe dans l'année.

2. Le CNC a par ailleurs mis en place une Charte des SOFICA pour réguler le dispositif et inciter à privilégier les investissements indépendants

Depuis 2005, les SOFICA signent, auprès du CNC, avant chaque collecte annuelle, une charte professionnelle définissant les règles d'investissement dans la production indépendante. Jusqu'en 2009, la Charte prévoyait ainsi qu'au moins 35 % des investissements devaient être dirigés vers des productions indépendantes, c'est-à-dire vers des œuvres produites par des sociétés qui n'ont pas de liens capitalistiques avec la SOFICA ou avec le groupe d'adossement de la SOFICA. Désormais, à partir des investissements 2010, ce sont 50% d'entre eux au minimum qui devront être non adossés, c'est-à-dire ne pas faire l'objet d'une garantie de rachat.

En 2008, une exigence supplémentaire en matière de transparence a été introduite dans la Charte, s'agissant en particulier de la communication publique des modèles d'adossement pratiqués par les SOFICA.

La notion d'investissement indépendant, les engagements correspondants (25% puis 35% au minimum d'investissements non adossés) et le contrôle des mandats de commercialisation ont été introduits à partir des années 90 pour éviter le risque éventuel de captation de l'ensemble des droits des films ayant fait l'objet d'un investissement SOFICA par la société d'adossement.

Jusqu'en 2005, un investissement était qualifié d'indépendant lorsque la société d'adossement de la SOFICA ne se faisait pas céder plus de deux mandats de commercialisation. La Charte a, depuis, donné une importance plus grande au mandat télévisuel, a introduit le mandat V&D et pris en compte la présence de l'adosseur, lorsqu'il s'agit d'une société disposant d'une forte puissance de marché, parmi les coproducteurs du film. Un barème a été mis en place pour contrôler cette indépendance à travers les mandats.

Une mesure importante en faveur du respect des droits des producteurs a consisté à introduire un droit de préemption pour le producteur délégué sur la part indépendante. Il s'agit pour la SOFICA, lorsqu'elle revend ses droits sur le marché, de proposer systématiquement au producteur de les racheter s'il le souhaite.

2) Atouts du dispositif des SOFICA

Le dispositif des SOFICA favorise le financement du cinéma indépendant et permet le renouvellement de la création et des talents en soutenant de manière significative la production française. Il constitue un instrument majeur de la diversité culturelle et un complément indispensable aux autres formes d'aides.

Les SOFICA représentent un apport de financement important pour les films concernés (entre 5 et 7 % du budget global de ces films / entre 15 et 20 % de la trésorerie disponible à la conception des films).

La SOFICA verse son apport pour le tournage (et ne se rembourse que sur des recettes futures qui n'existent pas encore au moment du tournage). C'est donc un partenaire précieux pour ce secteur car elle permet le bouclage du plan de financement du film et surtout car les sommes investies sont versées très tôt, sans qu'il ne soit nécessaire qu'elles soient avancées par les banques, au contraire des préventes télévisuelles ou des à-valoir distributeurs. Ce mode d'investissement direct en amont, en contribuant à la trésorerie du tournage permet par conséquent de réduire les frais financiers, élément essentiel pour les structures de production indépendante.

La volonté du CNC de concentrer l'enveloppe de collecte sur 10 à 12 SOFICA au maximum répond à la fois à la nécessité d'une diversité de guichets potentiels pour les producteurs tout en évitant un émiettement préjudiciable des moyens.

En outre, en donnant la possibilité au producteur de racheter à terme l'investissement réalisé par la SOFICA sur le film (droit de préemption), la réglementation favorise la patrimonialisation des droits au profit du producteur, ce que ne prévoient pas les relations avec les coproducteurs classiques. En cas d'échec commercial du film ayant reçu un investissement de la SOFICA, la dette du producteur à l'égard de cette SOFICA n'est pas exigible, puisqu'elle reste assise sur les recettes futures.

Le caractère privé de l'investissement SOFICA rend les choix de celle-ci directement liés à une exigence de retour sur investissement, orientant ainsi la collecte vers une meilleure rentabilité possible de chaque euro investi. 100 € souscrits donnent lieu à une dépense fiscale de 48 € et à 90 € investis dans le cinéma (obligation d'investir 90% de la collecte, les 10% restants étant placés en comptes rémunérés pour couvrir les frais de gestion de la SOFICA), soit un effet de levier de 48/90, soit 1,875 ; autrement dit, une dépense fiscale de 100 € génère un investissement de 187,5 €.

3) Efficacité de ce dispositif fiscal : bilan des investissements 2009

Les SOFICA agréées par le Ministère du Budget fin 2008 ont collecté les fonds auprès des particuliers. L'enveloppe maximale de collecte était au total de 63,07 M€. Certaines SOFICA ont rencontré des problèmes de placement notamment du fait du contexte financier défavorable (pic de la crise bancaire à l'automne 2008, juste avant le début de la collecte) qui a pesé en partie sur le montant total finalement collecté : 61,1 M€ (soit 97% de la collecte potentielle).²

Les SOFICA ont disposé ensuite d'un an (de début 2009 à début 2010) pour réaliser l'ensemble de ces investissements. Le montant total des investissements des SOFICA dans la production cinématographique et audiovisuelle en 2009 s'élève ainsi à **54,9 M€**, compte tenu de la possibilité qu'ont les SOFICA de placer 10% de leur enveloppe en comptes rémunérés (destinés à financer les frais de gestion de la SOFICA).

Le total investi se répartit de la manière suivante : 76% en contrats d'association à la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles et 24% dans les fonds propres de sociétés de production participant au financement du développement. Les SOFICA contribuent ainsi à la phase de développement de projets de films en investissant très en amont aux côtés des producteurs indépendants notamment grâce aux dispositions de la loi de finances rectificative pour 2006³ ; différentes SOFICA ont ainsi investi auprès de structures spécifiquement consacrées au développement (frais d'écriture principalement) dans lesquelles elles ont investi au total 13,2 M€ (dont 73% en investissements non garantis).

² La collecte de 63,07 M€ a été de nouveau complète fin 2009 (investissements pour 2010), ce qui confirme l'attrait de ce dispositif pour les épargnants.

³ Les SOFICA qui réalisent au moins 10% de leurs investissements dans les fonds propres de sociétés de production font bénéficier à leurs souscripteurs d'un avantage fiscal majoré

Les SOFICA agréées en 2008 sont intervenues en 2009 dans le financement de **106 films** (parfois financés par plusieurs SOFICA). Le montant total investi par les SOFICA dans la production cinématographique sous forme de contrats d'association à la production est de 37,5 M€ en 2009.

Toutes les SOFICA sont tenues d'investir au moins 35 % de leurs investissements dans des œuvres cinématographiques et audiovisuelles sans garantie de rachat (investissements dits « indépendants »). Nombre de SOFICA se sont engagées sur une proportion d'indépendance nettement plus importante. **Ainsi en 2009, les SOFICA auront placé en moyenne 69 % de leurs fonds investis (certaines SOFICA vont même jusqu'à 100 %) dans des productions indépendantes**, soit un taux supérieur à celui imposé par la réglementation fixé à 35% jusqu'en 2009. La réforme menée au 1^{er} semestre 2009 a abouti à porter ce taux à 50% à partir de la collecte de la fin 2009 (investissements de 2010).

Depuis 2005, le CNC a introduit la notion d'indépendance absolue, qui désigne parmi les investissements non adossés, ceux réalisés auprès de producteurs non liés à des sociétés bénéficiant d'une forte puissance de marché. A ce titre, les SOFICA se sont engagées en moyenne sur un taux d'indépendance absolue de 93%. **Au bilan, cet objectif est dépassé puisque 98% des investissements indépendants réalisés respectent le critère de l'indépendance absolue.**

Les SOFICA s'appuient sur des comités d'investissement composés de professionnels qui opèrent une sélection avertie parmi les projets candidats pour choisir ceux susceptibles d'allier la qualité artistique et le succès public. Le soutien des SOFICA permet ainsi aux producteurs indépendants de maintenir une production de qualité, reconnue par les festivals internationaux. La sélection du Festival de Cannes 2009 a ainsi présenté 10 films ayant bénéficié d'un financement SOFICA déterminant pour leur réalisation, dont 5 films sélectionnés en compétition officielle, 2 films pour la sélection « Un certain regard » et 3 films à la « Quinzaine des Réalisateurs ». Plusieurs de ces films ont rencontré un grand succès commercial lors de leur exploitation en salles (*Un prophète* de Jacques Audiard et *Les beaux gosses* de Riad Sattouf ont notamment dépassé le million d'entrées).

Au sein des 205 films agréés en 2009 par le CNC, 98 ont bénéficié d'un financement SOFICA, soit 1 film de plus qu'en 2008. Ces financements représentent 5,6 % du budget des films considérés, contre 4,8 % en 2008. L'investissement moyen par film s'élève à 0,37 M€ contre 0,40 M€ en 2008. Les trois SOFICA les plus actives ont fourni 35,4 % de l'investissement cinéma total (33,4 % en 2008). 36 premiers films sont financés par des SOFICA en 2009 contre 31 en 2008. La part des investissements consacrés aux premiers films est de 8,84 M€ soit 24,4% du montant total investi par les SOFICA (10,83 M€ et 28,2% en 2008).

En 2009, les SOFICA financent très majoritairement des films réalisés en langue française (91 films sur 98) comme la loi les y oblige⁴. 48 des films sur lesquels elles interviennent (49%) ne sont pas coproduits par une chaîne en clair (47 films, soit 48,5% en 2008). En 2009, les SOFICA financent 23 films bénéficiaires d'une avance sur recettes avant réalisation, pour un montant global de 5,58 M€ (19 films et 3,38 M€ en 2008). Parmi ces 23 films figurent 7 premiers films (5 en 2008) et 6 deuxièmes films (3 en 2008). En 2009, le devis moyen des films dans lesquels interviennent les SOFICA est de 6,65 M€ (8,25 M€ en 2008). 35 films financés par les SOFICA, soit 35,7 % d'entre eux, présentent un devis supérieur à 7 M€ (36 films et 37,1 % en 2008) et 29 films (29,6 %) un devis inférieur à 3 M€ (21 films et 21,6 % en 2008).

Les SOFICA sont intervenues par ailleurs dans le financement de **24 œuvres** audiovisuelles en 2009, pour un montant total de 4,5 M€ (30 œuvres pour 5,6 M€ en 2008), se répartissant à hauteur de 80% dans l'animation, 11% dans la fiction et 9% dans le documentaire (respectivement 60%, 37%, et 3% en 2008). L'investissement moyen par œuvre audiovisuelle s'élève à 17,9 K€ (19 K€ en 2008).

*

⁴ A noter que les SOFICA peuvent toutefois investir également, dans la limite de 20% de leur financement annuel, dans les œuvres de coproduction réalisées dans la langue d'un pays coproducteur majoritaire de l'Union Européenne